



#GreveFeministe

GARDEZ VOTRE VIEUX MONDE, NOUS EN VOULONS UN SANS VIOLENCE SEXISTE ET SEXUELLE

Nous sommes féministes. Nous sommes de celles qui reçoivent les paroles des victimes chaque jour, de celles qui ne veulent plus compter les viols, les incestes, les féminicides, les agressions sexuelles et sexistes, de celles qui ne cessent de prôner la transformation de nos politiques publiques pour en finir avec toutes les violences faites aux femmes, aux enfants et aux minorités de genre.

Nous dénonçons, nous agissons, nous luttons sans relâche contre ce fléau. Nous écoutons les paroles des victimes. Leurs drames ne sont pas des fictions. Nous sommes solidaires et déterminées face à cette réalité qui touche toutes les femmes, qu'elles soient célèbres ou non. Nous sommes fières de chacune d'entre nous, de celles qui parlent et de celles qui ne peuvent pas. Dans ce monde qui laisse les victimes dernières de cordée sans justice, nous croyons à la présomption de sincérité.

Emmanuel Macron a tranché au plus haut sommet de l'Etat, à l'image de son bilan en la matière : "il y a la présomption d'innocence", "Gérard Depardieu rend fière la France", dénonçant une prétendue "chasse à l'homme" exercée contre l'acteur dont il est "un grand admirateur", dissimulant volontairement le fait qu'il est mis en examen depuis 2020 pour viol et agression sexuelle et occultant les nombreux témoignages existants sur l'attitude sexiste et dangereuse de l'acteur à l'encontre des femmes sur les plateaux de tournage.

Le Président n'a pas eu un mot de solidarité à l'égard des victimes présumées et pas le moindre regard critique sur les propos et agissements répréhensibles relevant de la justice dont tout le monde a été témoin grâce au reportage de Complément d'enquête.

Ce choix assumé de se tenir du côté d'un auteur de violences, venant d'un Président de la République, garant des institutions, invalide la parole des plaignantes et entrave leur recours à la justice, anéantit leurs espoirs de reconnaissance du préjudice subi, contrarie leurs tentatives de reconstruction. Autoproclamé champion de la lutte contre les violences faites aux femmes, le président Macron s'avère être, ni plus ni moins, un défenseur des agresseurs présumés. Déjà en décembre 2021 pendant l'affaire Nicolas Hulot, il discréditait les féministes en les comparant à une « société de l'Inquisition » faisant d'elles des bourreaux, là où elles sont en réalité victimes ou défenseuses de ces dernières.

Relisons tous les témoignages individuels, chacune d'entre nous sait de quoi il s'agit quand nous disons #Metoo : la violence patriarcale s'exerce sur nous au quotidien, quel que soit notre âge, notre métier, notre condition sociale. Pour rappel, les mis en cause dans ces affaires sont à 96 % des hommes, les femmes et les filles représentent 86 % des victimes de violences sexuelles. Parmi toutes les victimes, 56% sont mineures. Nous dénonçons de nouveau aujourd'hui ces chasseurs qui nous voient comme leur proie, qui nous pensent à leur disposition, qui supposent que le sexe et la violence se confondent à leur profit et pour leurs prétendus besoins. Nous voulons que cessent rapidement les laisser-faire et les passe-droits car les agresseurs n'existent pas qu'au cinéma, ils sont aussi présents dans notre quotidien. Ce quotidien dont la violence est validée et acceptée par le Président de la République. Un vieux monde revendiqué par une tribune qui met un j majuscule à Justice en méprisant les victimes et en défendant un homme qui pense au clitoris d'une petite fille quand elle fait du cheval. Les signataires savent ne prendre aucun risque : seules 1% des plaintes pour viol aboutit à une condamnation. La défaillance de notre système judiciaire nourrit l'impunité.

Les féministes contemporaines luttent jour après jour depuis les années 1970 contre les violences faites aux femmes, aux minorités de genre, aux enfants. Elles soutiennent celles et ceux qui les subissent dans leur long cheminement vers la reconstruction après avoir vécu l'indicible. Les victimes qui ont fait le choix de recourir à la justice, se heurtent bien souvent à un système qui refuse de les entendre, de les comprendre, de les croire et de les reconnaître. Depuis #Metoo, la tolérance sociale reculait, des progrès étaient accomplis. Ne laissons pas anéantir ces progrès par des propos irresponsables, graves et sexistes du Président de la République qui a porté atteinte aux droits des victimes et aux droits de toutes les femmes et des enfants.

Le vieux monde doit disparaître ne laissons pas ceux qui ont peur de le perdre défendre ses vestiges pourrissants.

Nous continuerons à défendre avec détermination les droits des femmes à disposer de leur corps et leur droit à une vie digne, débarrassée des violences sexistes et sexuelles, une vie dans laquelle chaque agresseur, quel que soit son statut, ne pourra se retrancher derrière une quelconque immunité.

Nous appelons toutes celles et ceux qui défendent les droits des femmes, des enfants et des minorités de genres, et qui refusent les violences sexistes et sexuelles à

**des rassemblements devant toutes les préfectures ou les palais de Justice de France
le Jeudi 11 janvier 2024.**

Premières signataires :

Amicale du Nid, Assemblée des Femmes, Association nationale des études féministes ANEF, ATTAC, CADAC, CIVG Tenon, CGT, Collectif enfantiste, Collectif Ensemble contre le sexisme, Collectif Féministe Contre le Viol, Collectif National pour les Droits des Femmes, Coordination française pour le lobby européen des femmes, Diplomatie Féministe Femmes d'Avenir, Fédération des Associations Générales Etudiantes, Fédération Nationale Solidarité Femmes, FEMEN, Femmes Egalité, Femmes Solidaires, Fondation Copernic, FSU, Las Rojas, Ligue des Droits de l'Homme, Ligue des Femmes Irlandaises pour la Démocratie-LFID, Maison des Femmes de Paris, Marche Mondiale des Femmes France, Mémoire traumatique et victimologie, Mouvement des femmes kurdes en France-TJK-F, Mouvement du Nid, Osez le Féminisme!, Réseau Féministe "Ruptures", Stop aux Violences Obstétricales et Gynécologiques France (@StopVOGfr), Union des Femmes Socialistes (SKB), Union Etudiante, Union Nationale des Familles de Féminicide, Union syndicale Solidaires, VISA Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes

En soutien : Ensemble!, France Insoumise, Gauche Ecosocialiste, NPA, PCF, Parti de Gauche, Parti Socialiste, PCOF